



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique énergétique

Question au Gouvernement n° 3458

Texte de la question

## POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Chanteguet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

M. Jean-Paul Chanteguet. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, le groupe SRC tient à s'associer aux mots qui viennent d'être prononcés, à la suite de l'odieux attentat perpétré contre nos soldats.

Au nom du groupe SRC, j'adresse aux familles des victimes nos pensées les plus affectueuses.

Monsieur le Premier ministre, beaucoup aujourd'hui reconnaissent qu'il y aura un avant et un après Fukushima. Ils sont citoyens français, japonais, allemands et, depuis quelques semaines, italiens. Ils sont conseillers régionaux, aquitains ou des pays de Loire. Ils sont aussi responsables politiques de l'opposition dans notre pays.

Mais, nous le regrettons, ils ne sont pas membres de votre majorité. Une majorité droite dans ses bottes, arrogante dans son attitude, jouant du mensonge et de la peur (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), et dont le chef suprême se sera distingué en déclarant qu'il tirait comme enseignement de cette catastrophe nucléaire qu'il " fallait lutter contre les tsunamis ", un enseignement dont il convient de mesurer la force et la profondeur.

Une majorité qui n'hésite pas à menacer les Français d'une augmentation substantielle des prix de l'énergie, alors qu'ils subissent déjà, depuis de nombreux mois, des hausses importantes, et que la Commission de régulation de l'énergie a estimé que, dans les cinq ans, l'électricité verrait son prix progresser de 25 %.

Une majorité à laquelle le ministre de l'industrie, dans un entretien à *Libération*, apprend, avec la belle assurance qu'on lui connaît, sans justifier ni l'origine ni la répartition, que 50 milliards ont déjà été provisionnés par Areva, le CEA et EDF pour financer les charges de démantèlement des installations nucléaires et de gestion des déchets radioactifs.

Une majorité qui, au moment où l'Allemagne, la Suisse et l'Italie annoncent renoncer à l'atome, apprend de la bouche du chef de l'État le plus nucléarisé du monde, lors de la conférence de presse qu'il tint sur le grand emprunt, qu'un milliard supplémentaire d'euros serait consacré au nucléaire, en particulier pour le développement de la quatrième génération de réacteurs.

Une majorité, enfin, qui ne manque pas de clamer sa foi dans les énergies renouvelables afin de mieux faire oublier cette liaison dangereuse aux yeux de nombreux Français qui est la sienne avec le nucléaire et dissimuler sa politique qui ne vise qu'à les tuer.

La stratégie énergétique de notre pays, monsieur le Premier ministre, ne peut rester un choix régalien, à l'abri du débat public.

M. Alain Gest. Nous avons eu des débats !

M. Jean-Paul Chanteguet. C'est pourquoi je souhaiterais savoir si vous envisagez de lancer, comme le demande une majorité de Français, une grande consultation nationale sur ce sujet, dont les enjeux, tant sur le plan climatique qu'environnemental, sanitaire et économique, sont immenses. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie

numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Monsieur le député, avec moins d'assurance que vous ne le suggérez mais un peu de conviction sur certains sujets, permettez-moi de vous dire que la façon dont vous avez présenté les choses est biaisée et pleine de contrevérités.

En ce qui concerne, tout d'abord, les énergies renouvelables, les chiffres sont clairs et, si vous les contestez, dites-le nous. L'éolien terrestre a été multiplié par quatre depuis 2007.

Depuis 2007 également, le photovoltaïque - l'énergie solaire - a été multiplié par cent.

Vous pouvez depuis lundi vous rendre sur le site de la Commission de régulation de l'énergie pour consulter le premier appel d'offres éolien *offshore* de 3 000 mégawatts, et le Premier ministre a déjà annoncé que le second appel d'offres de 3 000 mégawatts serait lancé l'année prochaine.

En ce qui concerne la sûreté nucléaire, quatre jours après l'accident de Fukushima, c'est la France qui a proposé aux autorités des autres pays des *stress tests* européens associant des experts de tous les pays de l'Union européenne. C'est ce que fait aujourd'hui l'Autorité de sûreté nucléaire, sur une base totalement indépendante du pouvoir politique ; je crois que cela n'est contesté nulle part.

S'agissant du traitement des déchets à longue durée de vie, le Président de la République a demandé à la Cour des comptes, en toute transparence, de dire si les 50 milliards déjà provisionnés, que vous avez cités, correspondent aux bons chiffres ou s'ils doivent être augmentés. Vous devriez vous réjouir que le Président de la République ait fait cette démarche.

Enfin, je vous confirme que l'électricité en France est de 35 à 40 % moins chère que la moyenne des autres pays européens. Nous le devons notamment à l'énergie nucléaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Paul Chanteguet](#)

**Circonscription :** Indre (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3458

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Industrie, énergie et économie numérique

**Ministère attributaire :** Industrie, énergie et économie numérique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 14 juillet 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 juillet 2011